



## Archives de sciences sociales des religions

128 | octobre - décembre 2004  
Varia

---

### Fabrice Bouthillon, *La Naissance de la mardité. Une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)*

Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002, 335 p. (bibliogr., index)

Luc Perrin

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/1982>

ISSN : 1777-5825

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004

Pagination : 53-158

ISBN : 2-222-96754-6

ISSN : 0335-5985

#### Référence électronique

Luc Perrin, « Fabrice Bouthillon, *La Naissance de la mardité. Une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 128 | octobre - décembre 2004, document 128.10, mis en ligne le 16 novembre 2005, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/1982>

---

128.10

BOUTHILLON (Fabrice).

**La Naissance de la mardité. Une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939).** Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002, 335 p. (bibliogr., index).

La thèse de F.B., soutenue en 1994, est parue avec quelques retouches après huit ans de purgatoire. La répugnance des éditeurs pour le néologisme « mardité », inspiré d'une formule d'É. Poulat et expliqué dans le petit chapitre conclusif, semblait invincible. L'auteur y voyait le condensé de son propos : l'état nouveau, congédiant les espérances de l'intégralisme développées à travers le « consalvisme » et le Mouvement catholique, dans lequel serait entrée l'Église catholique à l'extrême fin (1937-1939) du règne de Pie XI. Le président des PUS et son comité ont estimé que la publication de ce réquisitoire contre l'essence de la politique concordataire, épinglée en la personne du bras droit de Pie VII, illustrerait le souci du libre débat que l'on cultive en terre alsacienne... concordataire. Que leur audace soit louée en dépit des défauts d'un ouvrage au ton inhabituel, imprégné d'humour vitriolique, défauts que l'A. confesse volontiers : « mon goût de potache pour les formules tranche-montagne, mon incapacité à ne pas saisir toute occasion de dire du mal de Pie XII, ou ma monomanie antithomiste » (*Catholica*, janvier 2004, p. 158). Le chapitre IX, « Une liquidation », est un bon exemple du second défaut qui court tout au long du volume. Toute action de Mgr Pacelli, nonce puis secrétaire d'État, se résout en un calcul personnel (ex. héroïsme « rentable » p. 102) : « Le cardinal Gasparri était une politique, le cardinal Pacelli était une carrière » (p. 193). La question des choix de Pie XII pendant la Seconde Guerre mondiale est traitée sur le mode de l'évidence en deux pages, avec pour référent premier le cardinal Tisserant dont l'antipathie à l'égard de Pacelli est légendaire : « un balancement calculé entre le je ne sais rien et le presque moi » (p. 300). Pourquoi donc le père de la « mardité » catholique a-t-il constamment favorisé un candidat à sa succession voué à l'étouffer ? L'A. reconnaît la difficulté (p. 292) et avance une raison anthropologique : « la séduction du vieux qui va mourir par le jeune qui le remplacera est chose trop connue pour étonner ». Captation d'héritage et détournement de fond doctrinal donc : à peine élu, Pie XII aurait opéré « un virage à quatre-vingt-dix degrés » (p. 294). Pourtant, deux pages auparavant, l'A. affirmait du même qu'il « était passé maître dans l'art de ne déplacer que les accents ».

Le lecteur, amusé ou agacé, aurait tort d'en rester à cette écorce : l'ouvrage mérite plus d'attention. L'A. dresse un portrait d'Achille

Ratti qui montre la complexité de son parcours : érudition avérée mais aussi initiation précoce aux finesses de la politique italienne (à Milan) et à la diplomatie pontificale (mission polono-balte). L'analyse de la procédure de canonisation et de l'attrait marqué du pape pour les saints de la Contre-Réforme (pp. 62-78) souligne la congruence entre le projet intégraliste et les modèles spirituels : « il n'y a pas de saints innocents » en effet. Avait-il eu pour autant un rapport « manipulateur », avant 1937, avec « l'étoile de son pontificat », Thérèse de Lisieux ? Affirmation ne vaut pas démonstration. La cohérence et les illusions de la politique pontificale en Italie – « le Mussolini consalviste qu'avait rêvé Pie XI » – sont bien exposées pour la première décennie qui débouche sur une crise violente (1929-1931). Une crise, sous-estimée généralement, dont l'A. montre comment elle témoigne de l'affrontement conceptuel radical entre le catholicisme et les totalitarismes, à travers l'analyse judicieuse de deux encycliques (pp. 177-181) dont il restitue la forte portée par une remise en contexte : « les documents que lui [Pie XI] inspira la lecture mussolinienne des accords du Latran eurent à l'égard du racisme nazi quelques-unes des vertus de la littérature d'anticipation : *Divini illius magistri* est de 1929, *Casti connubii* est de 1930 ». Sur le plan théologique, la pièce est jouée dès 1929-1931 et les encycliques jumelles de 1937 n'y ajoutent rien d'essentiel. L'opposition fondamentale de l'Église romaine aux totalitarismes, l'A. l'exprime excellemment, s'enracine dans « la thèse intransigeante », « dans le *Syllabus* » (p. 203) : c'est bien « l'horreur intransigeante, l'horreur à la Veuillot pour toutes les formes de libéralisme » (p. 274) qui mène, au-delà de l'apparent paradoxe, à la condamnation du nazisme. La protestation de plus en plus dure de Pie XI à partir de 1937 marque-t-elle dès lors l'amorce de la rupture majeure que discerne l'A. ? Page 270, il note que la diffusion de *Mit brennender Sorge* dans le Reich nazi – rare « défaite d'ampleur nationale » pour le Dr. Goebbels – avait été possible grâce aux « dispositions concordataires » et reconnaît qu'il y a là un argument « en faveur de la diplomatie vaticane », donc d'un élément du « consalvisme ». Pour preuve de la « naissance de la mardité », il invoque la lettre à l'épiscopat américain *Solemnia jubilaria* (21 septembre 1938), qualifiée « d'abandon des positions romaines traditionnelles devant les libertés contemporaines » (p. 283). Quelle novation contient donc ce document papal méconnu ? La page suivante nous en livre la moelle : « seule la doctrine catholique, dans sa vérité et son intégrité, peut revendiquer pleinement les droits et les libertés de l'homme », à savoir une revendication bien établie de

Léon XIII à Jean-Paul II. Écoutons l'écho venu de *Libertas praestantissimum* (1888) : « la liberté humaine suppose la nécessité d'obéir à une règle suprême et éternelle ; et cette règle n'est autre que l'autorité de Dieu (...). Ce sont les préceptes de cette doctrine (...) que l'Église (...) a propagés et affirmés partout (...). C'est ainsi qu'a toujours éclaté la merveilleuse puissance de l'Église pour la protection et le maintien de la liberté civile et politique des peuples ». La citation suivante de Pie XI s'inscrit dans la plus pure veine de *Rerum novarum* : « Au nom de Dieu même, les catholiques repoussent toute philosophie sociale qui traite l'homme comme un pur instrument dans les compétitions commerciales et dans la féroce lutte des classes ». Ni totalitarisme (brun et noir), ni libéralisme, ni socialisme, « tout était dit » mais il n'y avait rien de neuf sous le soleil romain, à notre avis, à le répéter en 1938. Ajoutons que depuis le dévoilement du brouillon inachevé de l'allocution sur laquelle travaillait Pie XI quand la mort l'a rejoint, nous savons qu'il ne franchissait pas le Rubicon d'une rupture avec les Accords du Latran, même s'il renvoyait le Duce à l'image peu flatteuse de Néron. Voici donc un ouvrage qui stimule la réflexion sur un débat toujours sensible, tant au sein de l'Église catholique que parmi les chercheurs.

Luc Perrin.

128.11

BRÉCHON (Pierre), éd.

**Les Valeurs des Français.** Paris, Arnaud Colin, 2003, 352 p. (tabl., index, annexes, graphiques) (coll. « Sociétales »).

Cette deuxième édition, complétée, des principaux résultats pour la France de la troisième vague des enquêtes Valeurs débouche sur un constat : celui de la difficulté à laquelle les auteurs se sont trouvés confrontés de tirer des conclusions générales et de repérer des « systèmes de valeurs » qui seraient transversaux aux divers domaines explorés. Certes, la hiérarchisation de ceux-ci rencontre, en France comme dans les autres pays d'Europe occidentale, un large consensus et semble marquée par la continuité. Partout, c'est à la famille qu'est accordée la plus grande importance, suivie par le travail, tandis que religion et politique viennent en queue de peloton. Toutefois, derrière la simplicité et la permanence de ce constat, se cachent des changements significatifs que les AA. vont tenter d'expliquer. Ainsi, analysant la famille, Nicolas Herpin en arrive-t-il à synthétiser les caractéristiques de celle-ci, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'expression « d'individualisme

familial », voulant signifier par là qu'aujourd'hui le couple « revendique le droit de différer des autres couples » et refuse « l'intrusion uniformisante des institutions religieuses, idéologiques ou politiques » (p. 87). Ceci, insiste-t-il, ne conduit toutefois pas à une extension de la permissivité ; bien au contraire, l'assouplissement et la diversification des formes familiales vont de paire avec une valorisation de la fidélité, notamment chez les plus jeunes générations et avec la diffusion, dans les divers milieux sociaux, des qualités d'éducation antérieurement spécifiquement bourgeoises.

Tout en étant lui aussi fortement valorisé, le travail s'entend également autrement qu'auparavant : développant une vision libérale de l'économie, les Français valorisent le travail non seulement parce qu'il est source de revenus mais aussi parce qu'il est porteur de sens et de structuration individuelle et collective. En même temps, de plus en plus nombreux sont ceux, constatent Hélène Riffault et Jean-François Tchernia, qui, parmi les moins de 50 ans surtout, entendent ne pas sacrifier le temps libre et qui accordent « une importance extrême aux facteurs de développement personnel » (p. 115).

Si famille et travail constituent les piliers majeurs des valeurs des Français, ceux-ci sont par contre, dit P.B., « brouillés avec la politique » (p. 134). Mais, précise-t-il, on assiste en même temps à une montée de la « participation (politique) protestataire », surtout chez les générations d'après-guerre, socialisées à l'action directe.

P.B. constate en outre un certain amenuisement des écarts entre la gauche et la droite dans divers domaines, notamment en ce qui concerne la demande d'ordre social.

Les mêmes tendances se manifestent du côté du religieux dont Yves Lambert constate la poursuite du recul général alors que « progressent toutes les croyances liées à l'après-mort » (p. 174) et que semblent se développer « un spirituel hors institution » (p. 177), une attitude d'exploration, particulièrement chez les plus jeunes et chez les plus instruits, ainsi qu'une montée du probabilisme et du subjectivisme. L'auteur remarque en outre que l'évolution des mœurs qui va dans le sens d'une moindre permissivité tend à rapprocher pratiquants, non pratiquants et sans religion, notamment chez les jeunes.

Renonçant à l'entrée par un domaine spécifique, trois chapitres traitent en quelque sorte des sentiments généraux des Français et tout d'abord de leur moral. Jean-François Tchernia constate que, dans l'ensemble, celui-ci est bon, tout particulièrement lorsqu'ils sont satisfaits de